



FO Isère
la force syndicale

Union
syndicale
Solidaires
Isère

UNL
La voix lycéenne - Isère

ueg
l'Union des Etudiant·es
de Grenoble

unef
le syndicat étudiant

LA CRISE C'EST EUX, LA SOLUTION C'EST NOUS ! DECONFINONS LES REVENDICATIONS !

Si nous sommes à nouveau confiné·e·s, nous le devons au gouvernement et à ceux qui l'ont précédé. Le confinement est avant tout instauré pour amoindrir le nombre d'admissions en soins intensifs car le nombre de lits et de personnels sont notoirement insuffisants, comme n'ont cessé de le dénoncer les agents hospitaliers depuis des années et des années. En 15 ans, ce sont près de 70 000 lits d'hospitalisation qui ont été supprimés ! Pendant ce temps-là, les milliardaires français voyaient leurs fortunes augmenter de 439%.

Au nom de la « crise sanitaire », d'état d'urgence en état d'urgence, le gouvernement attaque les droits des travailleurs·euses, les libertés démocratiques. C'est pourquoi nous nous opposons à la proposition de loi dite de « de sécurité globale » et aux dispositions qui criminalisent toujours plus l'action de la jeunesse sur leurs lieux d'études. Pour protéger le patronat et les actionnaires des grandes entreprises, ce gouvernement développe une orientation autoritaire de plus en plus inquiétante.

Le rapport de force est donc nécessaire pour à la fois conserver les droits attaqués et mettre en place des mesures propres à assurer la sécurité et la santé de tou·te·s les salarié·e·s sans exception. C'est par le droit de retrait ou par la grève que les employeur·e·s ont été obligé·e·s d'apporter les réponses sanitaires essentielles, et par la grève que des augmentations de salaires ont été arrachées et des plans de licenciements annulés.

Nous soutenons les salarié·e·s en lutte, que ce soit dans les entreprises comme dans les services publics, et nous condamnons les violences policières que subissent à nouveau les lycéen·ne·s. Nous affirmons notre plein soutien à celles et ceux qui utilisent leur droit de retrait ou de grève.

Nous exigeons :

- le maintien intégral de la rémunération pour les salarié·es confiné·e·s, pour les intérimaires, et pour les travailleurs·euses non salarié·e·s ;
- la réquisition de l'ensemble des établissements et structures de santé privée dans le respect du Code du travail et des conventions collectives ;
- la reconnaissance en maladie professionnelle du COVID-19 pour les salarié·e·s contractant cette maladie sur leur lieu de travail ;
- la suspension du versement par les entreprises de dividendes, rachats d'actions et bonus aux PDG, à fortiori quand elles ont bénéficié d'aide publique. Le rétablissement de l'ISF ;
- la mise en place de CSSCT-CSE et la tenue des CHSCT dans les entreprises stratégiques, les services publics afin de trouver des réponses aux problèmes de chaque jour dans le respect des droits des salarié·e·s ;
- le renfort en moyens matériels et embauches pérennes et immédiates en urgence dans tous les services publics, et augmentation des salaires (notamment égalité des salaires entre étudiant·e·s réquisitionné·e·s et professionnel·le·s) ;

- l'autorisation de circulation pour les délégué·es syndicaux·ales, afin qu'ils puissent exercer leur mission de défense, de soutien et de conseil aux salarié·e·s ;
- la réquisition ou la nationalisation de tous les laboratoires pharmaceutiques pour faire face à la pénurie de médicaments, d'anesthésiques, etc.
- le retrait de la réforme sur l'assurance chômage, de la réforme des retraites par points et de la loi de transformation de la Fonction publique ;
- l'interdiction totale de licencier et la prise en charge à 100% pour les salarié·e·s en situation de chômage partiel ;
- la conservation du financement de la protection sociale par les cotisations et la fin des exonérations et autres pillages opérés par le gouvernement ;
- la prise en charge des plus fragiles (chômeur·euses, précaires, demandeur·euses d'asile, sans-papiers, victimes de violence...) avec maintien des aides sociales, le moratoire sur les loyers, le paiement des moyens vitaux (eau, gaz, électricité) de ces populations, la réquisition des logements vides pour les sans-logis.

LES POLITIQUES ANTISOCIALES ONT FAIT LEUR TEMPS ! IL FAUT EN FINIR AVEC LA DICTATURE DES GRANDES ENTREPRISES, DE LA FINANCE ! LES RICHESSES PRODUITES PAR TOUS DOIVENT PROFITER A TOU·TE·S !

**RASSEMBLEMENT - PLACE DE VERDUN
JEUDI 26 NOVEMBRE - 18H**